

## L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE SELON PAUL KRUGMAN

PAR

STEVEN COISSARD (\*)

Considéré à la fois comme un « enfant terrible » et comme un futur lauréat du Prix Nobel, Paul Krugman, professeur à l'Université de Princeton et chroniqueur au *New York Times*, est, depuis une vingtaine d'années, devenu un économiste incontournable dans l'analyse économique. Relativement méconnu en France et souvent assimilé au courant libéral, il est célèbre, outre-Atlantique, pour ses positions polémiques et libérales (au sens anglo-saxon du terme). Auteur d'une vingtaine de livres et de plusieurs centaines d'articles, il est certainement l'un des économistes les plus prolifiques. Sa principale contribution à la science économique repose sur l'introduction des rendements croissants, qu'il a appliquée dans un premier temps à l'économie internationale pour développer la nouvelle théorie du commerce international, puis à l'économie géographique pour donner naissance à la nouvelle géographie économique. Ce travail académique a été reconnu par ses pairs en 1991, lorsqu'il obtint la médaille John Clark de l'Association économique américaine récompensant tous les deux ans un économiste âgé de moins de quarante ans (1).

Admiré pour l'originalité et l'élégance de sa pensée théorique, Paul Krugman est également connu pour ses positions controversées sur la démythification de certaines rhétoriques économiques. A partir de 1994, il lance une véritable croisade contre les déclarations de ce qu'il appelle la « *théorie pop du commerce international* » (2), notamment pour dénoncer les analyses concernant le processus de mondialisation. Son dernier livre (3) est entièrement consacré aux critiques contre la politique du Président Bush. En réalité, Paul Krugman poursuit deux objectifs : marquer la science économique de son empreinte et se battre pour faire connaître « sa » vérité, qu'il assimile d'ailleurs à « la » vérité. Dans ce but, il cherche à étendre son auditoire en écrivant dans un langage clair et précis pour un public non initié. Il s'oppose

(\*) Attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'Université Grenoble II et à l'Université de Valence (France).

(1) Paul Krugman a également obtenu en 1991 the Eccles Prize for Excellence in Economic Writing, en 1995 the Adam Smith Award, en 2001 the Nikkei Prize (avec M. FUJITA et A. VENABLES) et en 2002 the Alonso Prize (Regional Science Association).

(2) Paul KRUGMAN, *Peddling Prosperity : Economic Sense and Nonsense in the Age of Diminished Expectations*, W.W. Norton & Company, New York, 1994.

(3) Paul KRUGMAN, *The Great Unraveling : losing our way in the century*, Hardcover, 2003.

souvent à la pensée unique, considérant, par exemple, que l'essentiel des maux des pays industrialisés provient de déterminants internes.

Après avoir analysé la contribution théorique de Paul Krugman à la science économique dans le domaine de la nouvelle théorie du commerce international, il semble intéressant d'étudier ses conceptions en matière de politique commerciale et de mondialisation.

#### LES FONDEMENTS DE LA NOUVELLE THÉORIE DU COMMERCE INTERNATIONAL

Le fondement des réflexions de Paul Krugman concerne principalement le rôle des rendements croissants et de la concurrence imparfaite dans le commerce international. Cette « *quête personnelle* » (4) se conclut, avec l'apport de Elhanan Helpman, par la rédaction d'un ouvrage de référence, *Market Structure and Foreign Trade* (5). Cet ouvrage important remplacera, en moins de dix ans, la concurrence imparfaite comme un thème central de la théorie du commerce international. Même si les origines de cette analyse remontent à Adam Smith, les propositions et recommandations qui en résultent bouleversent le fragile équilibre instauré par une théorie traditionnelle ancrée sur deux « lois », la théorie des avantages comparatifs et la théorie HOS.

La nouvelle théorie du commerce international peut se définir comme une approche des échanges mondiaux mettant l'accent sur deux aspects absents de la théorie traditionnelle : les rendements croissants et la concurrence imparfaite. Dans ces conditions, il s'agit d'expliquer la nature nouvelle du commerce et d'établir les conditions par lesquelles le dogme du libre-échange peut être dépassé. En l'absence d'avantages comparatifs, cette théorie fait des rendements croissants l'une des raisons de la spécialisation et des échanges. Elle permet d'une part d'analyser les échanges entre des pays ayant des dotations en ressources initiales identiques et un niveau technique comparable et, d'autre part, de comprendre le développement des échanges intra-branche. Paul Krugman, avec sa modélisation des rendements croissants et de la concurrence imparfaite, en rejette l'orthodoxie de l'équilibre général. Dès lors, les « *accidents historiques* » deviennent un facteur déterminant de la spécialisation.

Les principales conclusions de cette nouvelle théorie du commerce international autorisent un gouvernement à intervenir dans les échanges afin d'aider ses entreprises à capter une partie de la rente ou à pénétrer sur un marché, remettant ainsi en cause l'arbitraire et le hasard de l'histoire. En fait, le schéma de spécialisation peut se trouver verrouillé par l'accumula-

(4) Georges BENKO, « Entretien avec Paul Krugman », *Géographie, Économie et Société*, vol. 1, n° 2, p. 407.

(5) PAUL KRUGMAN/ELHANAN HELPMAN, *Market Structure and Foreign Trade*, MIT Press, Cambridge, 1985.

tion de gains tirés des échanges (6). Paul Krugman conclut en disant que « *la position extrême en faveur du libre-échange est devenue intenable* ».

Cependant, comme la plupart des économistes qui ont participé au développement de la nouvelle théorie du commerce international, il prévient que les arguments en faveur d'une politique commerciale protectionniste doivent « *être examinés avec une grande prudence* » (7) et ne pas prendre une place primordiale. Si l'apport théorique de la nouvelle théorie du commerce international de Paul Krugman est indéniable, sur le plan pratique, ses recommandations restent plus contrastées. Celles-ci ont toutefois permis aux principaux acteurs de la « *théorie pop* » de s'engouffrer dans la brèche protectionniste de la politique commerciale stratégique et de remettre en cause, sans précaution, le dogme du libre-échange, lequel « *jamais plus ne retrouvera son ancien statut* » (8).

Les résultats de cette nouvelle théorie doivent toutefois être nuancés. D'abord, les économistes savaient depuis longtemps que les rendements croissants pouvaient être à l'origine du commerce international. Certes, Paul Krugman a été un pionnier de l'intégration du rôle des économies d'échelle dans des modèles mathématiques : « *puisque la science économique telle qu'elle est pratiquée dans le monde anglophone est largement orientée vers la modélisation mathématique, tout argument économique qui n'a pas été exprimé sous cette forme tend à demeurer invisible* ». En définitive, ce paramètre définit toute l'ambiguïté de la nouvelle théorie du commerce international.

D'abord, le rôle des rendements croissants sur le commerce international avait déjà été mis en évidence. La formalisation apporte à la théorie économique plusieurs résultats fondamentaux qui n'avaient pu être établis plus tôt en raison de la difficulté de modéliser la structure du marché. En ce sens, cette théorie ne constitue pas une innovation décisive (9).

Ensuite, les hypothèses de modélisation peuvent être remises en question à la vue d'autres modèles, comme celui de Lancaster qui modifie le comportement des consommateurs. Ainsi, en prenant pour base l'oligopole de Bertrand à la place de celui de Cournot, les recommandations politiques s'avèrent différentes, l'une insistant sur une taxation des exportations quand l'autre recommande une taxe sur les importations.

Enfin, en ce qui concerne la concurrence imparfaite à proprement parler, la diversité des comportements stratégiques ne permet pas d'envisager un modèle unique capable de présenter tous les résultats possibles. Dans ces conditions, la nouvelle économie internationale n'est pas à même de fournir une synthèse sérieuse des actions politiques à engager.

(6) Didier LAUSSEL/Christian MONTET, « Echange international et concurrence imparfaite », *Revue d'Économie Politique*, n° 4, juillet-août 1993, pp. 483-525.

(7) Paul KRUGMAN, *La Mondialisation n'est pas coupable : vertus et limites du libre-échange*, La Découverte, Paris, 1998, p. 114.

(8) *Ibid.*

(9) Michel RAINELLI, *La Nouvelle Théorie du commerce international*, La Découverte, Paris, 1997, p. 38.

Quoi qu'il en soit, la nouvelle approche du commerce international constitue une avancée théorique importante puisqu'elle complète les analyses établies par la théorie traditionnelle. En revanche, elle ne se présente que comme un complément d'étude de la théorie traditionnelle. Les économistes peuvent parfois revendiquer des recommandations protectionnistes. Ainsi, comme le remarque Paul Krugman, contribuer à la compréhension est aussi important que de proposer des recommandations politiques.

#### LA POLITIQUE COMMERCIALE

Sous le terme volontiers désobligeant d'« *internationalistes pop* », Paul Krugman dénomme une certaine catégorie de personnes se croyant « *intelligents, sophistiqués et en avance sur leur temps* » mais qui, en réalité, ne font que répéter « *un vieux lot de clichés trompeurs* » (10) lorsqu'ils abordent le thème du commerce international. L'argumentation de ces personnes s'appuie en général sur un axe commun : la Guerre froide a laissé sa place à une guerre économique dans laquelle les États se concurrencent pour obtenir des emplois. Le bien-être de la nation dépendrait donc uniquement de cette compétition à somme nulle, selon l'expression de Lester Thurow, et la mondialisation serait à l'origine de l'ensemble des difficultés rencontrées par les pays développés. Si les principes ont parfois évolué, en fait la cible a changé.

Dans un premier temps, les théoriciens « *pop* » ont focalisé leurs attaques sur les conséquences des échanges entre les grandes puissances industrielles. Cependant, à partir du début des années 1990, ils ont commencé à dénoncer la concurrence déloyale livrée par les pays en voie de développement à l'encontre des pays développés. Si la rhétorique est commune, les remèdes qu'ils préconisent diffèrent. Afin de mieux mettre en évidence leurs carences et d'éviter d'être accusé de calomnies, Paul Krugman identifie clairement ces cibles et dresse une liste des principaux ouvrages. Il cite notamment Lester Thurow, Robert Reich, Clyde Prestowitz, Edward Luttwak, Paul Kennedy, Ira Magaziner, James Fallows et Robert Kuttner, notamment. Pour Krugman, le danger principal de leurs analyses réside dans le fait que cet « *ersatz de théorie économique* » (11), encouragé par la paresse intellectuelle de certaines personnes qui ne sont parfois même pas des économistes, est devenu la norme parmi les principaux *policy-makers* (responsables politiques). En effet, les gouvernements des pays industrialisés, qui sont de plus en plus conseillés par des théoriciens « *pop* », trouvent la métaphore de la mondialisation très utile : elle leur permet d'éviter de traiter les véritables origines du chômage qui pourraient être jugées comme un suicide politique. Ils atti-

(10) Paul KRUGMAN, *La mondialisation n'est pas coupable : vertus et limites du libre-échange*, La Découverte, Paris, 1998, p. 119.

(11) Paul KRUGMAN, *La mondialisation n'est pas coupable : vertus et limites du libre-échange*, La Découverte, Paris, 1998, p. 8.

rent donc l'attention sur la globalisation pour justifier la mise en place de certaines politiques, lesquelles ne régleront en rien les difficultés réelles. La politique commerciale n'échappe pas à cette réalité, puisqu'en s'appuyant sur les conclusions de la nouvelle théorie du commerce international, la théorie « *pop* » présente une argumentation protectionniste, qui rejette les avantages liés à l'ouverture commerciale.

### *La politique commerciale stratégique*

Les développements de la nouvelle théorie du commerce international ont été à l'origine d'une recrudescence des attaques contre le libre-échange, en fournissant aux défenseurs du protectionnisme une assise théorique qu'ils n'avaient jamais pu établir. Puisque dans certaines situations les rendements croissants et les raisons historiques sont à l'origine de l'essor et des formes de commerce international, les gouvernements ont la capacité et la liberté de modifier l'équilibre généré par la situation imparfaite du marché à leur profit. Etant donnée l'importance de la date d'entrée dans la production, l'incitation des pouvoirs publics à aider leurs entreprises est renforcée.

Concrètement, les Etats peuvent favoriser l'apparition de nouveaux produits sur leur territoire notamment grâce à des subventions destinées à favoriser la recherche-développement. Ces subventions permettent à l'entreprise nationale d'obtenir un coût de production unitaire plus faible que celui de ses concurrentes, ce qui lui donne rapidement une position monopolistique induite. Les bases de la politique commerciale stratégique, prônant l'intervention étatique, ont été initialement énoncées, en 1983, par James Brander et Barbara Spencer (12). La « *théorie pop* » a rapidement repris les arguments développés par cette nouvelle approche pour défendre ses concepts protectionnistes. Ainsi, si l'Etat a été plus ou moins ignoré ou condamné par les classiques, la conception mercantiliste des échanges, développée par la nouvelle théorie du commerce international, lui permet de retrouver un statut primordial. Dans une économie mondiale où les gains se réalisent au détriment des autres nations, les pouvoirs publics ont un rôle important à jouer sur la détermination des échanges et la spécialisation de leurs entreprises.

Paul Krugman était également parvenu à cette conclusion mais, en 1993, dans *The Narrow and Broad Arguments for Free Trade*, il est revenu sur ses déclarations : « *plusieurs années de recherche théoriques et empiriques ont permis de conclure clairement que l'argument stratégique, quoique ingénieux, ne devait être que d'une importance secondaire. Les travaux théoriques ont montré qu'une bonne politique stratégique dépendait fortement de détails de la structure de marché que les pouvoirs publics risquent fort de ne pas percevoir correcte-*

(12) James BRANDER/Barbara SPENCER, « International R & D Rivalry and Industrial Strategy », *Review of Economic Studies*, 1983, vol. 50, pp. 707-722.

ment, alors que les efforts entrepris pour quantifier les gains tirés de l'appropriation de la rente ne laissent entrevoir que de faibles avantages » (13). En outre, la politique commerciale stratégique comporte plusieurs limites qui ne permettent pas de l'envisager comme une solution de type *first-best* (en référence à la théorie du *second best* qui souligne que l'optimisation de chaque partie d'un tout pris indépendamment les unes des autres ne produit pas l'optimisation de l'ensemble).

Acteur de la mise en place théorique de la politique commerciale stratégique, Paul Krugman est pourtant le premier à avoir souligné ses faiblesses.

D'abord, la contrainte budgétaire ne permet pas à un gouvernement de soutenir l'ensemble de son industrie. Dans ces conditions quels sont les secteurs à protéger en priorité, en sachant que les subventions accordées à une industrie se feront aux dépens des autres ? L'Etat ne dispose que rarement de toute l'information disponible pour mener une politique adéquate, parce qu'il ne dispose pas des outils nécessaires à la perception correcte de tous les détails de la structure du marché. En effet, si d'autres variables que les prix et les quantités peuvent être utilisés dans la concurrence oligopolistique, notamment la différenciation du produit (modèle de Chamberlain), il semble difficile d'accepter qu'un gouvernement puisse mettre en place une politique commerciale stratégique.

A condition que son diagnostic soit bon, l'Etat devra ensuite déterminer le niveau de subvention en fonction de l'industrie et de son budget et inclure les coûts d'information au bilan de sa politique. Le risque réside dans une protection inefficace, soit par la relance de secteurs peu compétitifs, soit par des subventions accordées aux intérêts de certains grands groupes de pression au détriment du bien-être de la nation.

Enfin, l'Etat ne peut rien contre le comportement de *free rider* (cavalier seul), notamment contre les créations d'entreprise possible grâce à l'aide ou à la protection de l'Etat. Les exemples américains sur le sucre ou l'acier confirment, selon Paul Krugman, l'inaptitude du gouvernement à mener ce type de stratégies. Michel Rainelli aboutit à la même conclusion en ce qui concerne les subventions européennes en faveur de l'industrie automobile et aéronautique (14).

En outre, la politique commerciale stratégique n'inclut pas toujours la possibilité de représailles des partenaires commerciaux. Effectivement, cette dernière s'appuie sur une stratégie agressive d'appauvrissement du voisin (excepté la taxation des exportations) qui ne peut réellement s'envisager sans réactions. Or, en cas de rétorsions commerciales, les avantages économiques issus de la protection initiale disparaissent au moins en partie.

(13) Paul KRUGMAN, « The Narrow and Broad Arguments for Free Trade », *American Economic Review, Papers and Proceedings*, vol. 83, n° 3, mai 1993, reproduit sous le titre, « Le libre-échange, solution de second rang », *Problèmes économiques*, n° 2 366, 9 mars 1994, pp. 25-29 (ici p. 26).

(14) Michel RAINELLI, *La Nouvelle Théorie du commerce international*, La Découverte, Paris, 1997, p. 105.

Enfin, la dernière limite, sans doute la plus importante, tend à minimiser les gains engendrés par la politique commerciale stratégique. Si, du point de vue des producteurs, une protection est en tout point bénéfique, il est nécessaire d'envisager les résultats d'un point de vue global, c'est-à-dire de prendre en compte le coût d'élaboration d'une telle politique et les augmentations de prix qui réduisent le surplus des consommateurs.

Par conséquent, pour Paul Krugman, les enjeux sont minimes et l'application de la politique commerciale stratégique ne peut être envisagée qu'au cas par cas. Cependant, la « *théorie pop* » n'a pas tenu compte de ces derniers développements et a repris à son compte la politique commerciale stratégique pour renforcer ses propositions protectionnistes. Robert Reich et Ira Maganizer sont devenus des personnages influents auprès de l'Administration Clinton après avoir publié en 1983 l'ouvrage *Minding America's Business*, dont l'objectif principal était la description d'une nouvelle politique industrielle visant à faire face à la mondialisation. Pour eux, le niveau de vie des Américains ne peut s'élever que si, d'une part, le capital et le travail affluent de plus en plus massivement vers les branches à forte valeur ajoutée par travailleur et si, d'autre part, la position prise dans ces branches est supérieure à celle des concurrents étrangers. Pour Paul Krugman, les économistes « *pop* » confondent le concept de forte valeur ajoutée avec celui de haute technologie. Même en retenant le critère de la valeur ajoutée, le gouvernement américain devrait soutenir les industries du tabac ou du raffinage (15), alors même que celles-ci ne peuvent pas vraiment être qualifiées d'industries innovantes ou de haute technologie. Ces types de propositions se sont largement développés à la suite de l'élaboration théorique de la politique commerciale stratégique, orientant dangereusement le débat vers un abandon des principes économiques de base établis par David Ricardo.

### *Libre-échange versus protectionnisme*

La nouvelle théorie du commerce international a suffisamment modifié les fondements de l'analyse des échanges mondiaux pour introduire certaines ambiguïtés sur les avantages du libre-échange. Ce climat de doute a favorisé le développement des idées défendues par la « *théorie pop* », selon lesquelles le commerce international serait un jeu à somme nulle opposant des gagnants et des perdants. Profondément libre-échangiste, Paul Krugman démontre que les mesures protectionnistes ont des coûts importants et étendus (16), alors qu'elles n'ont qu'un faible impact sur l'économie américaine, « *moins d'un demi-point de revenu national* » (17). « *Même si le protectionnisme*

(15) Paul KRUGMAN, *La mondialisation n'est pas coupable : vertus et limites du libre-échange*, La Découverte, Paris, 1998, p. 29.

(16) Paul KRUGMAN, « Who's buying whom? », *Slate Magazine/The Dismal Science*, 25 septembre 1997 (consulter le site Internet [www.pkarchive.org/global/milliken.html](http://www.pkarchive.org/global/milliken.html)).

(17) Paul KRUGMAN, *L'Age des rendements décroissants*, *Economica*, 2000 (3<sup>e</sup> éd.), p. 105.

*n'est pas une calamité atroce* » (18), il ne peut être envisagé comme une politique répondant de manière adéquate aux problèmes rencontrés aujourd'hui par les pays développés.

En effet, si la politique commerciale stratégique est souvent utilisée pour corriger les imperfections du marché, les gouvernements doivent en priorité se demander quelles sont les origines de ces imperfections. Pour Paul Krugman, elles sont essentiellement nationales et donc internes. Par conséquent, l'application de mesures protectionnistes se traduit inéluctablement par un gaspillage de ressources, tout en provoquant des distorsions domestiques peu mesurables. En ce sens, la « *politique commerciale ne constitue qu'une solution de troisième rang* » (19). Elle ne doit être utilisée qu'en vue de stimuler les entreprises, sans chercher à influencer le jeu de la concurrence et de l'innovation. Le libre-échange reste donc souhaitable d'autant plus qu'il profite à tous tant au niveau national qu'international.

La théorie des avantages comparatifs, à ne pas identifier aux avantages absolus, confusion classique de la « *théorie pop* », permet d'affirmer que les partenaires commerciaux gagnent à être libre-échangistes, même s'ils ne disposent d'aucun avantage absolu, puisque la spécialisation internationale développe les secteurs pour lesquels les pays sont relativement les meilleurs. Le commerce international n'est pas un jeu à somme nulle comme les défenseurs du protectionnisme veulent le laisser entendre. Du point de vue national, le libre-échange améliore le bien-être général, même si certains travailleurs sont concernés dans leurs emplois et leurs rémunérations, les consommateurs disposent alors d'un pouvoir d'achat en expansion.

Pourtant, démontrer que le libre-échange est supérieur à la politique commerciale ne prouve pas pour autant qu'il constitue une solution optimale. Cependant, il n'existe pas d'alternative crédible et il constitue dès lors « *la meilleure politique possible* » (20). Alors que la « *théorie pop* » considère que la mondialisation est responsable du chômage, des inégalités et de la baisse des salaires, Paul Krugman affirme que la « *mondialisation n'est pas coupable* ».

#### LA MONDIALISATION N'EST PAS COUPABLE

Lorsqu'un patient se rend chez un médecin, il s'attend à avoir en face de lui un spécialiste ; il en va de même dans une relation entre un accusé et son avocat. Pourquoi, alors, dans le débat économique, nombre de personnes se croient-elles en mesure d'intervenir alors qu'elles n'ont aucune compétence ou qualification et que, pour la plupart, elles n'ont jamais suivi un enseigne-

(18) Paul KRUGMAN, *L'Age des rendements décroissants*, Economica, 2000 (3<sup>e</sup> éd.), p. 107.

(19) Paul KRUGMAN, *Peddling Prosperity : Economic Sense and Nonsense in the Age of Diminished Expectations*, W.W. Norton & Company, New York, 1994, p. 27.

(20) Paul KRUGMAN, *La mondialisation n'est pas coupable : vertus et limites du libre-échange*, La Découverte, Paris, 1998, p. 215.

ment économique ? La rhétorique de la « *théorie pop* » est simple : tous les pays sont engagés dans une compétition pour les parts de marchés mondiaux. Par conséquent, un ensemble significatif de personnes pense que la fermeture du commerce international est une réponse au problème des inégalités. Ce qui n'est pas vérifié dans les faits (21).

### *Le mythe de la compétitivité*

L'unique consensus qui existe autour de la notion de compétitivité concerne la confusion et les incertitudes entourant sa définition. Paul Krugman reproche à la plupart des piliers de la « *théorie pop* » une vision mercantiliste de la nation, en affirmant que « le mercantiliste est une personne qui n'a aucun problème avec le terme de compétitivité ». Pour lui, il est évident que les pays se concurrencent de la même façon que les entreprises. Il n'a jamais entendu parler des avantages comparatifs et, dans le cas contraire, il pense qu'il s'agit de la même chose que les avantages compétitifs (22). Il est absurde d'assimiler la concurrence entre les entreprises avec la compétition entre les nations. « *A country is not a company* », un pays n'est pas une entreprise. D'une part, ce concept est macro-économiquement sans fondement et, d'autre part, il n'est pas sans poser plusieurs problèmes, en incitant notamment au gaspillage des fonds publics et en constituant une menace sur le système économique mondial.

Quel est l'objectif des échanges ? Le commerce est utile parce qu'il permet d'acquérir des biens qu'un pays n'est pas capable de produire ou de les obtenir à un prix inférieur à ce qu'il en aurait coûté pour les produire. Dans ces conditions, le risque de guerre commerciale est nul, puisque le but n'est pas d'accaparer des parts de marchés, mais au contraire de recevoir des produits. Les exportations sont alors envisagées comme le moyen de payer les importations. Le concept de concurrence exacerbée conduisant à un jeu à somme nulle ne tient plus. Cependant, devant l'incapacité des décideurs politiques à faire face à la montée des inégalités et du chômage, le thème de l'agression extérieure et de l'appel à la défense nationale reste très pratique pour imposer des mesures impopulaires. Dans ces conditions, les fonds publics sont inutilement gaspillés dans des politiques inadaptées aux problèmes réels. Les propositions de la « *théorie pop* » s'appuient sur l'illusion d'une guerre économique et l'échec de la théorie économique. Ainsi, « *les mauvais concepts chassent les bons* » (23) et la rhétorique de la compétitivité

(21) Cf. Paul KRUGMAN, « A country is not a company », *Harvard Business Review*, janv.-fév. 1996 (consulter le site Internet [www.pkarchive.org/trade/company.html](http://www.pkarchive.org/trade/company.html)) et « Who's buying whom ? », *Slate Magazine/The Dismal Science*, 25 septembre 1997 (consulter le site Internet [www.pkarchive.org/global/milliken.html](http://www.pkarchive.org/global/milliken.html)).

(22) Paul KRUGMAN, « Making sense of the competitiveness debate », *Oxford Review of economic policy*, vol. 12, n° 3, p. 18.

(23) Paul KRUGMAN, *La mondialisation n'est pas coupable : vertus et limites du libre-échange*, La Découverte, Paris, 1998, p. 121.

tend à devenir la norme parmi les *policy-makers*. Tout le débat économique est alors faussé et les mesures inadaptées. Le protectionnisme comme arme économique doit être rejeté. C'est une régression de la pensée.

### *Impact réel de la mondialisation*

La globalisation ne peut être totalement exonérée de l'augmentation du chômage en Europe ou des *working poors* aux Etats-Unis, de l'accentuation des inégalités, de la réduction des salaires ou d'une éventuelle baisse du niveau de vie. Pourtant, selon Paul Krugman, elle est plus un bouc émissaire que la véritable responsable, puisque l'impact négatif du commerce est bien inférieur à 0,5 % du PIB.

En affirmant que, durant les vingt dernières années, « *les riches sont devenus beaucoup plus riches, et les pauvres significativement plus pauvres* » (24), Paul Krugman ne se place pas dans la catégorie du « politiquement correct ». Ainsi, aux Etats-Unis, il ne faut pas dire que ceux qui disposent des richesses ne les créent pas pour autant. Krugman, lui, se range donc du côté des contestataires (25) : le progrès technique est le principal responsable de la situation économique à long terme, même s'il ne faut pas pour autant négliger la défaillance de certaines politiques ou le rôle des lobbies.

La faible progression de la productivité américaine explique en partie la réduction des salaires des travailleurs industriels et, par voie de conséquence, de tous les emplois les moins biens rémunérés. De plus, lorsqu'un pays ne dispose d'aucun avantage absolu, le seul moyen pour ses entreprises de faire face à la concurrence se trouve dans la baisse des coûts de production, et notamment des rémunérations. La « *théorie pop* » a bien évidemment utilisé cet argument pour accuser le commerce et la concurrence internationale. Emmanuel Todd (26) dénonce « *l'utopie libre-échangiste* » dans laquelle les salaires sont vécus comme un coût de production pur, poussant à une logique de compression salariale. D'un autre côté, pour Dani Rodrik (27), le commerce international exerce une pression accrue sur les institutions sociales, rendant difficile le maintien d'arrangements sociaux, comme le salaire minimum ou les indemnités chômage. Cependant, il semble que les problèmes des sociétés occidentales soient plus d'ordre sociaux qu'économiques. Selon Ricardo, les échanges internationaux améliorent les niveaux de vie « *même si la concurrence se joue sur les bas salaires* » (28). Paul Krugman rejette les propositions radicales selon lesquelles la fermeture du commerce

(24) Paul KRUGMAN, *L'Age des rendements décroissants*, Economica, 2000 (3<sup>e</sup> éd.), p. 19.

(25) Cf. Paul KRUGMAN, *L'Age des rendements décroissants*, Economica, 2000 (3<sup>e</sup> éd.), 194 p.

(26) Cf. Martine LARONCHE, « Quelles limites au libre-échange ? », *Le Monde Economie*, Dossier enjeux et stratégies, 26 mai 1998, p. 1.

(27) Cf. Martine LARONCHE, « Quelles limites au libre-échange ? », *Le Monde Economie*, Dossier enjeux et stratégies, 26 mai 1998, p. 1.

(28) Paul KRUGMAN, *La mondialisation n'est pas coupable : vertus et limites du libre-échange*, La Découverte, Paris, 1998, p. 105.

international constituerait la solution au problème, même s'il reconnaît que la mondialisation accélère la diffusion de la technologie, source majeure de la croissance des inégalités. Il admet que l'ouverture des échanges internationaux influence la distribution des revenus, en produisant des gagnants et des perdants. Si, au cours de la période d'ajustement de l'économie, concernant les tensions simultanées vers la réduction des salaires et la baisse des prix, la mondialisation possède sa part de responsabilité dans l'augmentation des inégalités, il ne faut pas pour autant généraliser.

Le vrai responsable de la montée des inégalités est avant tout le progrès technique, celui-ci avantageant les plus qualifiés. La révolution industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle s'est traduite par une régression des salaires réels des travailleurs et il a fallu attendre plus d'un demi-siècle pour voir les premiers effets bénéfiques liés au progrès technique. Paul Krugman pense que la tendance actuelle va se retourner et que nous devrions voir apparaître les fruits de la révolution industrielle. Pour cette raison, il soutient que l'augmentation des inégalités n'est pas un problème économique, mais plutôt un problème d'ordre social. Les normes égalitaires se sont évanouies avec l'explosion des salaires les plus élevés, pour laisser la place à une « *fracture sociale* ». Ainsi, même si cette période ne devait être que transitoire, les conséquences sociales qui l'accompagnent restent inquiétantes.

Les tenants de la « *théorie pop* » attribuent les pertes d'emplois à la concurrence étrangère et à la faiblesse des États-Unis en termes de compétitivité. Selon Paul Krugman, d'une part, le chômage est essentiellement frictionnel et correspond à la période d'adaptation nécessaire entre deux phases du progrès technique et, d'autre part, le marché du travail est principalement déterminé par la politique de la Réserve Fédérale.

Dans un premier temps, Paul Krugman relativise l'importance du commerce international sur l'économie américaine. Effectivement, en 2001, les importations représentaient un peu plus de 13 % du PIB, tandis que les exportations se situaient légèrement au-dessus des 10 % (29). En outre, la concurrence des pays en voie de développement, responsable des licenciements des travailleurs à faible qualification pour la « *théorie pop* », ne porte pas sur des volumes suffisamment importants pour que l'impact sur l'emploi soit représentatif. En dehors de quelques secteurs tel que le textile, cette concurrence est négligeable sur l'évolution du marché du travail américain. Dans ces conditions, accuser la mondialisation représente une pure mystification, d'autant plus que les activités indépendantes du commerce international emploient plus des deux tiers de la main-d'œuvre américaine totale.

Pour Paul Krugman, les origines du chômage sont en grande partie domestiques. Elles concernent le rôle de l'État, la politique monétaire de la Fed ou le progrès technique. Il distingue, ce faisant, le marché du travail

(29) Selon le Bureau of Economic Analysis, 2002.

américain de son homologue européen. En ce qui concerne ce dernier, Paul Krugman accorde une partie de la responsabilité à l'État-providence et reprend le terme d'« *euroscélérose* » employé par Assar Lindbeck et Herbert Giesch. L'État-providence réduit les incitations des entreprises à embaucher et les travailleurs à accepter les emplois (30). Or, le modèle européen fonctionnait très bien dans les années 1970. Deux facteurs caractérisent l'évolution de l'emploi : le progrès technique et la politique monétaire. Tout le reste n'a qu'une influence mineure. Étrangement, l'augmentation des inégalités et du chômage s'est développée au moment de la troisième révolution industrielle.

Or, *in fine*, le progrès technique, bien que créateur d'emploi, est aussi destructeur d'autres emplois et facteur d'inégalités. La raison en est que le progrès engendre une période de transition durant laquelle de vieilles entreprises disparaissent et licencient. La restructuration de l'appareil productif n'épargne aucun secteur ni aucune catégorie particulière d'emploi. Le paradoxe de la conjoncture actuelle réside dans le fait que la période de transition est relativement longue et que le progrès technique n'a pas encore porté ses fruits en termes d'emplois. Le problème est que ce progrès technique évolue dans le sens contraire aux idéaux égalitaires en introduisant un écart beaucoup plus puissant qu'auparavant en faveur du travail qualifié (31). Les gouvernements doivent donc faire preuve de patience et fournir aux travailleurs des programmes de requalifications et de formation. Le second paramètre essentiel dans l'évolution de l'emploi concerne, selon Paul Krugman, la politique monétaire et le rôle de la Réserve Fédérale. Effectivement, pourquoi se satisfaire d'un taux de 5 % de croissance de la masse monétaire si le chômage est si problématique ? Avec d'autres économistes libéraux, il doit accepter avec réticence la conclusion faite par le Federal Reserve Board responsable d'élever les taux d'intérêt pour limiter le nombre d'emploi et maintenir un taux de chômage convenable (32). La croissance d'une économie reste contrainte par le niveau de l'inflation ; les règles du jeu sont invariables. Dans ces conditions, le marché du travail est largement déterminé par la politique monétaire menée par la Banque Centrale. Par conséquent, quoi qu'en dise la « *théorie pop* », l'influence du commerce international sur l'emploi est minime puisque la Réserve Fédérale réagit instantanément, dans un sens ou dans l'autre, de façon à rapprocher le taux de chômage aux environs du Taux de chômage compatible avec une inflation stable.

La mondialisation n'est pas responsable ; l'accuser revient seulement à éviter de rechercher les véritables origines des fléaux que sont le chômage

(30) Paul KRUGMAN, « Chômage ou baisse des salaires : les formes d'ajustement du marché du travail en Europe et aux États-Unis », *Problèmes économiques*, n° 2 427, 7 juin 1995, p. 8.

(31) Gérard MOATI/François LENGLET, « De quelques idées reçues en économie selon Paul Krugman », *Problèmes économiques*, n° 2 515, 9 avril 1997, pp. 30-32.

(32) Paul KRUGMAN, « Labor Pains », mai 1999, sur le site Internet [www.pkarchive.org/economy/wage-pain.html](http://www.pkarchive.org/economy/wage-pain.html).

ou les inégalités. La question est de savoir si le gouvernement veut ou a les moyens de le faire. Pour l'instant, le monde est beaucoup plus libre-échangiste qu'il n'y paraît. Paul Krugman est l'un des seuls à mettre en évidence la supériorité de la théorie économique en dénonçant les limites de la « *théorie pop* ». C'est peut-être l'un de ses apports essentiels.